

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation*

Jury chargé de l'organisation des épreuves d'aptitudes conduisant à la délivrance de brevets de direction d'un établissement d'enseignement secondaire supérieur de la Communauté française. Composition. Modifications, p. 28205. — Jury de promotion chargé de classer les candidats à la fonction d'inspecteur de cours généraux (langues germaniques) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire de la Communauté française, p. 28206.

Avis officiels*Cour d'arbitrage*

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, p. 28207.

Officiële berichten*Arbitragehof*

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bl. 28206.

Schiedshof

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, S. 28207.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 28207. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 23 novembre 1991, n° L 322 et du 25 novembre 1991, n° L 323, p. 28207.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Circulaire du 28 octobre 1991 modifiant la circulaire du 11 mai 1989 relative au traitement par les administrations communales des demandes d'obtention du statut d'objecteur de conscience, p. 28208.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Office belge du Commerce extérieur. Concours en vue de la constitution de réserves de recrutement, p. 28209.

*Exécutifs — Communauté française**Ministère de la Culture et des Affaires sociales*

Agence de Prévention du Sida. Avis. Vacance d'emploi. Appel aux candidats, p. 28210.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 28207. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 23 november 1991, nr. L 322 en van 25 november 1991, nr. L 323, bl. 28207.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Omzendbrief van 28 oktober 1991 tot wijziging van de omzendbrief van 11 mei 1989 met betrekking tot de behandeling voor de gemeentebesturen van de aanvragen tot het verkrijgen van het statuut van gewetensbezwaarde, bl. 28208.

Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel. Examens voor het aanleggen van wachtlijsten, bl. 28209.

*Executieven — Franse Gemeenschap**Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken*

Agentschap voor AIDS-preventie. Bericht. Vrije banen. Oproep van de kandidaten, bl. 28211.

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 91 — 3705

Arrêt n° 29/91 du 24 octobre 1991

Numéro de rôle : 297

En cause : la demande de suspension de la loi du 29 décembre 1990 introduite par la société civile agricole Stassart-Himbe et Henri Hautier.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents I. Pétry et J. Delva, et des juges J. Wathelet, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. De Grève et M. Melchior, assistée du greffier H. Van Der Zwalmen, présidée par la président I. Pétry, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la demande.

1. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 juin 1991 et reçue au greffe le 1er juillet 1991, la société civile agricole Stassart-Himbe, dont le siège social est établi à Ouffet, Néblon-le-Moulin, 3, et Henri Hautier, agriculteur, domicilié à Baulers, rue de Plancenoit, 6, demandent la suspension de l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, modifiant la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime en insérant dans cette loi un article 4bis (*Moniteur belge* du 9 janvier 1991).

Par requête adressée à la Cour sous le même pli que la requête mentionnée ci-avant, la société Stassart-Himbe et Henri Hautier prénommés ainsi que d'autres requérants demandent l'annulation de la même disposition.

II. La procédure.

Par ordonnance du 1er juillet 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique de la Cour a été publié au *Moniteur belge* du 30 juillet 1991.

Par ordonnance du 16 juillet 1991, la Cour a fixé l'audience pour les débats sur la demande de suspension au 19 septembre 1991.

Cette ordonnance a été notifiée aux autorités mentionnées à l'article 76 de la loi organique de la Cour, aux requérants et à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 23 juillet 1991 et remises aux destinataires les 24 et 25 juillet 1991.

La même ordonnance a été notifiée aux parties intervenantes et à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 13 septembre 1991 remises aux destinataires les 16, 17 et 18 septembre 1991.

L'a.s.b.l. Confédération des betteraviers belges, en abrégé C.B.B., dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard Anspach, 111, a introduit un mémoire le 28 août 1991.

La Société générale des fabricants de sucre de Belgique, dont le siège social est à 1150 Bruxelles, avenue de Tervuren, 182 bte. 4, a introduit un mémoire le 28 août 1991.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire le 5 septembre 1991.

Jean Beauvois, Francine Viatour et la société Stassart-Himbe ont introduit un mémoire le 16 septembre 1991.

Henri Hautier a introduit un mémoire le 16 septembre 1991.

Par ordonnance du 17 septembre 1991, la Cour a admis qu'il y avait cause de récusation en la personne du juge P. Martens et a désigné le juge M. Melchior pour le remplacer comme membre du siège.

A l'audience publique du 19 septembre 1991,

— ont comparu :

la société agricole Stassart-Himbe, représentée par Me Y. Ranscelot et Me E. Grégoire, avocats du barreau de Liège;

Henri Hautier, représenté par Me G. Goisse, avocat du barreau de Namur;

le Conseil des ministres, rue de la Loi, 16, 1000 Bruxelles, représenté par Me J.M. Van Der Meersch, avocat du barreau de Bruxelles;

l'a.s.b.l. Confédération des betteraviers belges, représentée par Me J.-P. De Bandt et Me P. Peeters, avocats du barreau de Bruxelles;

l'a.s.b.l. Société générale des fabricants de sucre de Belgique, représentée par Me N. Cahen loco Me L. Simont, avocat à la Cour de cassation;

— les juges-rapporteurs J. Wathelet et L. De Grève ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, qui concernent l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet de la disposition attaquée.

L'article 215 de la loi attaquée introduit dans la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime un article 4bis, dont le § 1er, alinéa 2, est relatif aux accords interprofessionnels réglant les relations individuelles et collectives entre les fabricants de sucre et les vendeurs de betteraves et réglant les droits et obligations des parties contractantes.

« Ces accords interprofessionnels peuvent notamment prévoir des règles en ce qui concerne les conditions d'achat, de livraison, de réception et de paiement des betteraves, en ce qui concerne les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves, la gestion de ces droits et la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres et en ce qui concerne les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves afin de couvrir les frais des activités de ces organisations professionnelles ou afin d'assurer la défense des intérêts qu'elles représentent ou le financement d'une participation dans le capital d'entreprises du secteur concerné. »

IV. En droit.

A.1. Au point 2 de leur requête, les requérants justifient à la fois de leur intérêt à agir et du préjudice grave difficilement réparable.

Ils relèvent tous deux qu'ils sont cultivateurs ou agriculteurs et qu'ils exploitent des terres susceptibles de produire des betteraves sucrières mais qu'ils n'ont pas obtenu l'attribution d'un quota betteravier, ce qui les empêche de produire des betteraves et ce qui leur occasionne un manque à gagner qu'ils chiffrent. Il en résulte selon eux un préjudice impossible à réparer pour chaque saison culturale.

Au point 3 de leur requête de suspension, les requérants présentent des moyens qui sont les mêmes que ceux présentés dans leur requête en annulation.

Le premier moyen est pris de la rupture d'égalité par le législateur à l'égard des propriétaires exploitants, précisément parce qu'il a voté une loi pour permettre l'exécution de l'acte annulé par le Conseil d'Etat.

Dans l'exposé des faits contenu au point 1 de leur requête de suspension, les requérants expliquent l'évolution des règles régissant les accords interprofessionnels relatifs à la livraison des betteraves. Ils y expliquent notamment qu'un accord professionnel était intervenu, approuvé par un arrêté ministériel, et que ces actes ont été annulés par un arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 1990, l'arrêt n° 35.194, parce que les associations professionnelles habilitées à conclure ces accords professionnels par un règlement C.E.E. ne sont habilitées par ce règlement qu'à fixer des règles relatives à la conclusion et à l'exécution des contrats qui lient les fabricants et les planteurs et ne sont pas habilitées à fixer les règles relatives à des relations contractuelles liant d'autres personnes.

Le Conseil d'Etat considère dès lors que, en prenant cet accord, les associations ont excédé les limites de l'habilitation qui leur était conférée. Il considère aussi que l'accord restreint les droits que l'article 544 du Code civil et la législation sur les baux à ferme confèrent aux propriétaires agricoles et que, pour les raisons déjà exposées, les auteurs de l'accord n'étaient pas habilités par le règlement à déroger à ces dispositions.

Les requérants estiment que le pouvoir législatif, par la disposition attaquée, contourne la motivation du Conseil d'Etat et rompt l'égalité de principe à l'égard des requérants en votant une loi qui permet la validité d'un acte annulé par le Conseil d'Etat.

Les requérants prennent un deuxième moyen tiré de la violation par la loi des articles 6 et 6bis de la Constitution en ce que le nouvel article 4bis consacre une discrimination entre les Belges, exploitants agricoles disposant de terres susceptibles de produire des betteraves. En effet, la loi attaquée a maintenu la possibilité de

réserver au preneur sortant de donner ou non son accord au nouveau planteur pour la transmission des droits de livraison. Ils estiment que la loi a permis ainsi la création d'un système dans lequel il n'y a aucune attribution objective et égalitaire des quotas en fonction de l'ensemble des planteurs, anciens et nouveaux, suivant les surfaces sous labour.

Les requérants, enfin, prennent un troisième moyen tiré de la violation de l'article 11 de la Constitution et de l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 20 mars 1952 approuvé par la loi du 13 mai 1955. Ils estiment que la loi attaquée permet de priver les propriétaires exploitants d'un attribut de leurs terres et de les empêcher de produire des betteraves au même prix que d'autres exploitants.

Ils estiment qu'il y a là une expropriation déguisée d'attributs de la propriété et que la loi ne respecte pas les droits des futurs propriétaires exploitants.

A.2. Dans son mémoire en intervention, l'a.s.b.l. Société générale des fabricants de sucre de Belgique justifie d'abord la recevabilité de son intervention en faisant valoir qu'elle est une organisation professionnelle représentative des fabricants de sucre, agréée par l'arrêté ministériel du 15 septembre 1986 relatif à la création des groupements de producteurs et des unions de groupements de producteurs dans les secteurs de la betterave sucrière et du sucre. Elle constitue dès lors une des organisations professionnelles habilitées à conclure les accords interprofessionnels dont il est question dans la requête.

La partie intervenante émet des considérations sur les intérêts des requérants. Elle constate que les requérants, demandeurs en suspension, sont des exploitants agricoles à qui il n'a pas été attribué un droit de livraison parce que, pendant les années de référence, ils n'étaient pas vendeurs de betteraves sucrières et n'en avaient pas produits. L'a.s.b.l. intervenante estime donc que le grief dont ils se plaignent ne résulte pas de la loi attaquée dont les dispositions sont absolument identiques à l'article 13, § 3, du règlement C.E.E. n° 206/68 qui, si la disposition légale devait être annulée, pourrait constituer le fondement légal d'un accord interprofessionnel réglant la répartition des droits de livraison.

De plus, la partie intervenante fait valoir que, en toute hypothèse, ces requérants n'ont aucun intérêt légitime à demander l'annulation de la disposition légale par ailleurs conforme au droit communautaire puisqu'ils ne sont pas et n'ont pas été pendant plusieurs années des producteurs de betteraves sucrières.

La partie intervenante fait aussi valoir que le grief dont se plaignent les requérants ne découle pas de la loi attaquée mais de l'accord interprofessionnel du 23 décembre 1985 approuvé par arrêté ministériel et que la Cour n'est pas compétente pour examiner l'application qui a été faite d'une disposition communautaire ou d'une disposition légale. La partie intervenante conclut que n'ayant pas intérêt à poursuivre l'annulation, ils n'ont a fortiori pas intérêt à demander la suspension. Elle précise en outre que, puisque la loi se borne à autoriser des accords interprofessionnels, ce n'est pas l'application immédiate de la loi qui cause un grief aux requérants mais l'accord interprofessionnel qui serait conclu en vertu de cette loi et que donc les requérants ne sont pas fondés à demander la suspension de la loi. Elle estime aussi que les chiffres cités par les requérants sont fantaisistes et elle fait enfin valoir qu'en ce qui concerne particulièrement le quatrième requérant, il aurait, selon ses informations, vendu à son frère, en décembre 1989, les terres dont il allègue être le propriétaire et elle estime qu'il devrait donc justifier de la qualité en laquelle il prétend agir; dans le dossier, on peut relever que la partie requérante a joint une convention entre Monsieur Henri Hautier et Monsieur Etienne Hautier, une convention du 4 décembre 1989 qui sert sans doute d'appui à ce qu'elle fait valoir ici.

La partie intervenante examine ensuite les moyens.

Elle estime d'abord que le premier moyen est irrecevable à défaut de précision parce qu'il n'expose pas en quoi il y aurait une violation des articles 6 et 6bis de la Constitution. Elle estime qu'en outre, ce moyen n'est pas fondé et qu'il repose sur une interprétation inexacte de l'arrêt du Conseil d'Etat qui reprochait aux dispositions qui lui étaient soumises le défaut d'habilitation des organisations professionnelles à régier comme elles l'avaient fait la transmission du droit de livraison. La loi attaquée n'est donc pas venue valider un acte annulé par le Conseil d'Etat mais pallier le défaut d'habilitation que la haute juridiction avait sanctionné. La partie conclut qu'en tant que le moyen revient à reprocher à la loi attaquée d'avoir contourné l'arrêt d'annulation, il manque en fait. La partie fait par ailleurs valoir qu'il ne saurait être trouvé dans l'objectif du législateur aucune cause de discrimination. Elle compare cette situation avec celle qui était spécifique à l'affaire n° 244 qu'invoquent les requérants pour conclure que les hypothèses sont distinctes et que se bornant à conférer une habilitation, la loi attaquée ne prive pas les requérants d'une garantie juridictionnelle dès lors que les dispositions réglementaires qui seraient prises en vertu de cette habilitation sont susceptibles d'être soumises au contrôle du Conseil d'Etat. Elle conclut que le moyen manque donc aussi en droit.

Concernant le deuxième moyen, la partie estime d'abord que dès lors que le droit de livraison est un droit contractuel, le moyen doit être rejeté parce que les articles 6 et 6bis sont étrangers à un droit de cette nature.

La partie intervenante estime par ailleurs que le moyen devrait être rejeté en tant qu'il reproche à la loi une discrimination entre titulaires et non titulaires d'un tel contrat parce que ce n'est pas la loi attaquée qui règle l'attribution et la répartition des droits de livraison mais bien les accords interprofessionnels. Elle fait enfin valoir qu'il faut observer que les droits de livraison ont été négociés de manière à ce que toutes les parties concernées, tous les vendeurs de betteraves dont les requérants n'étaient pas, bénéficient de droits identiques et qu'il va de soi que les requérants ne sauraient trouver une discrimination dans la circonstance que ceux qui comme eux n'étaient pas et ne sont pas des vendeurs de betteraves n'ont pas reçu ce droit. » La production de sucre et par conséquent la production de betteraves étant limitées par la réglementation communautaire et, ce, dans le but de garantir une rentabilité de ce secteur, la limitation pour l'avenir de l'avantage procuré par l'attribution d'un droit de livraison se trouve en outre justifiée par le but poursuivi par une telle limitation et est dans un rapport de proportionnalité raisonnable avec ce but ». La partie intervenante estime que les requérants n'invoquent pas de discrimination par rapport à ceux qui se trouvent dans la même situation que la leur, d'être exploitant non titulaire d'un droit de livraison.

A propos du troisième moyen, la partie intervenante estime d'abord qu'il est irrecevable à défaut d'intérêt pour la raison déjà invoquée que l'attribution et la répartition des droits de livraison résultent non de la loi attaquée mais de la réglementation communautaire. La partie intervenante fait valoir par ailleurs que le moyen repose sur une analyse inexacte de la nature du droit de livraison qui n'est nullement un attribut de la terre mais le résultat du régime de «quotas» prévu par la réglementation communautaire. » Le droit de livraison n'est pas un attribut du droit de propriété et sa réglementation ne porte pas atteinte à ce droit fondamental ». La partie intervenante fait enfin valoir que dès lors que le moyen repose sur une violation de l'article 11 de la Constitution et de l'article 1er du Protocole additionnel, il manque en droit parce que l'atteinte est proportionnelle et raisonnable par rapport au but d'intérêt général poursuivi par la réglementation communautaire.

La partie conclut enfin par quelques considérations sur la demande de suspension qui selon elle doit être rejetée, d'abord à défaut d'intérêt, cela a été évoqué, mais aussi parce que les requérants ne démontrent pas que ce serait l'application immédiate de la norme attaquée qui risquerait de leur causer un préjudice et aussi parce que les moyens dont elle a démontré le non-fondement ne sauraient donc être a fortiori considérés comme sérieux. Enfin, la partie intervenante estime qu'il n'y a pas de justification sérieuse du préjudice invoqué, que les chiffres cités ne reposent pas sur une estimation digne de considération et qu'en plus la réparation d'un tel préjudice ne saurait être considérée comme réparable dès lors qu'il s'agit d'un manque à gagner.

A.3. Dans son mémoire en intervention, l'a.s.b.l. Confédération des betteraviers belges justifie d'abord de son intérêt à intervenir dans la procédure par le fait qu'elle est agréée par arrêté ministériel dans le secteur de la betterave sucrière comme union de groupement de producteurs ainsi que comme association de vendeurs de betteraves sucrières et qu'elle peut de la sorte être partie aux accords interprofessionnels qui sont visés dans le règlement C.E.E. ou dans la disposition attaquée.

Elle conteste ensuite la recevabilité de la requête en annulation et de la demande de suspension; elle estime que les requérants ne justifient pas de l'intérêt pour agir devant la Cour d'arbitrage. Elle estime que ces requérants ne démontrent pas que la norme attaquée les affecte directement et défavorablement dans leur situation : en réalité, ce n'est pas la disposition attaquée qui fait grief aux requérants mais ce serait éventuellement, dans un deuxième temps, les accords interprofessionnels qui seraient pris sur cette base légale et seraient rendus obligatoires qui pourraient atteindre les parties requérantes.

Elle examine enfin la demande de suspension.

Elle estime que, dans le prolongement de ce qu'elle vient de dire concernant l'intérêt, les parties ne démontrent a fortiori pas de quelle manière l'application immédiate de la norme illégale contestée pourrait leur causer de manière directe un préjudice sérieux ou un dommage irréparable. Dès lors, une des deux conditions exigées pour la suspension ne serait pas remplie.

En ce qui concerne le premier moyen, qu'elle réfute pour non-fondement, la partie intervenante estime que la disposition attaquée traduisait l'intention du législateur de créer une base légale pour les accords interprofessionnels et qu'elle ne vise en rien à relever rétroactivement de la nullité qui les frappe l'accord interprofessionnel et l'arrêté ministériel portant approbation de cet accord.

Concernant le deuxième moyen que la partie intervenante réfute également pour non-fondement, elle fait valoir que la disposition légale vise exclusivement à assurer une base légale pour la conclusion d'accords interprofessionnels et ne contient en elle-même aucune disposition relative à l'attribution de droits de livraison pour des betteraves. « L'on voit mal dans ces conditions comment la disposition attaquée aurait pu enfreindre l'égalité entre les exploitants agricoles disposant de terres susceptibles de produire des betteraves ».

Concernant le troisième moyen, la partie intervenante estime tout d'abord qu'il n'est pas recevable dans la mesure où il s'appuie sur la violation directe de l'article 11 de la Constitution et de l'article 1er du Protocole additionnel de la Convention européenne des droits de l'homme qui ne relèvent pas de la compétence de la Cour d'arbitrage au regard de l'article 107ter de la Constitution et de l'article 1er de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Elle estime en deuxième lieu, à titre subsidiaire, que la disposition légale contestée ne contient en elle-même aucune réglementation privant les propriétaires exploitants d'un attribut de leurs terres et les empêchant de produire des betteraves au même prix que d'autres exploitants, de sorte qu'elle ne viole pas l'égalité entre citoyens.

En troisième lieu, la partie intervenante fait valoir que la conception de droit de livraison comme attribut de la propriété est contraire à la réglementation communautaire et elle cite un arrêt de la Cour de justice des Communautés.

A.4. Dans son mémoire, le Conseil des ministres expose d'abord le système de contingentement de la production betteravière et relève un certain nombre d'inexactitudes dans l'exposé des requérants.

Il examine ensuite l'intérêt des requérants. Il fait valoir que la norme attaquée n'empêche nullement les requérants d'obtenir un droit de livraison de betteraves, qu'il s'agit d'une loi d'habilitation et qu'il n'est donc nullement certain que la norme attaquée lésa directement et automatiquement les requérants alors qu'en outre l'accord interprofessionnel n'a pas encore été approuvé par le ministre compétent. Le Conseil des ministres estime par ailleurs que la société agricole Stassart-Himbe qui n'a pas produit de betteraves sucrières en 1981 et 1982, les années de référence, et qui n'a pu recevoir un quota lorsqu'elle l'a demandé en 1983 parce que le système n'existait pas encore à l'époque n'a pas intérêt à introduire le recours en annulation puisque l'annulation de la loi attaquée ne modifierait en rien sa situation. Le Conseil des ministres estime aussi que les chiffres qu'elle avance ne paraissent pas sérieux. Concernant le requérant Hautier, le Conseil des ministres estime que le même raisonnement peut trouver à s'appliquer et qu'il conviendrait d'ajouter que c'est en pleine connaissance de cause que la requérante a acheté en 1984 une ferme qui n'avait plus produit de betteraves depuis plusieurs années et notamment au cours des années de référence.

Le Conseil des ministres examine ensuite les moyens.

Concernant le premier moyen, le Conseil des ministres expose les motifs pour lesquels le Conseil d'Etat a rendu son arrêt d'annulation, motifs tirés du défaut d'habilitation, et relève que le Conseil d'Etat a lui-même estimé que l'autorité compétente pour régler la matière pouvait prévoir un mode de transmission des droits de livraison découlant du caractère qu'elle décidait de leur attribuer. Le Conseil des ministres fait valoir que la disposition attaquée a précisément pour objet de constituer la base légale qui manquait aux actes qui ont été annulés par le Conseil d'Etat. Le Conseil des ministres estime donc que le pouvoir législatif n'a pas contourné la motivation du Conseil d'Etat.

Concernant le deuxième moyen, le Conseil des ministres y voit deux branches. La première branche reviendrait à trouver une discrimination dans le cas d'exploitation betteravière en cas de mouvements fonciers. Le Conseil des ministres estime qu'en permettant aux accords interprofessionnels de réglementer la transmission des droits de livraison vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terre et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terre, le législateur n'a pas autorisé l'établissement de critères qui ne seraient pas objectifs, justifiés et raisonnables. Il estime que le moyen utilisé par le législateur est normal et nécessaire par rapport à l'objectif poursuivi, permettre l'établissement d'accords interprofessionnels prévus par la réglementation C.E.E., pour limiter la production de betteraves et que ce moyen n'est nullement déraisonnable et n'empêche nullement que tous ceux qui se trouvent dans la même situation spécifique, aisément identifiable, soient traités de la même façon.

La deuxième branche que le Conseil des ministres voit dans ce deuxième moyen est qu'il y aurait discrimination parce qu'il ne peut y avoir de nouvelles exploitations betteravières. En ce qui concerne cette seconde branche, selon le Conseil des ministres, la réponse est immédiate et évidente : « ce n'est pas l'article 215 incriminé qui freine l'augmentation de la production de betteraves en Belgique, mais la réglementation C.E.E. ».

Concernant le troisième moyen, le Conseil des ministres estime que les accords interprofessionnels que l'intervention du législateur est disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi, la limitation de la production betteravière en ce que la mesure prise implique une limitation excessive et injustifiée du droit fondamental qu'est le droit à la propriété.

Concernant le troisième moyen, la partie estime que les accords interprofessionnels autorisés par la loi peuvent conduire à une expropriation « dès lors qu'il est indéniable que la négociation des droits de livraison par le planteur qui est devenu propriétaire de son quota se fait au préjudice direct et immédiat des droits et intérêts de toute personne intéressée par la reprise des terres agricoles, que ce soit en tant que propriétaire voulant adresser un préavis de congé pour exploitation personnelle ou que ce soit en tant que preneur, cessionnaire d'une exploitation agricole ».

A.6. La Cour a reçu un mémoire en réponse des requérants Beauvois et Viatour ainsi que du requérant Stassart-Himbe. Ce mémoire n'est recevable que pour ce dernier, les deux autres requérants n'étant pas demandeurs en suspension et donc pas parties à la procédure en suspension.

Concernant l'intérêt à agir, la requérante Stassart-Himbe fait valoir que les nouveaux accords interprofessionnels ont déjà été conclus (et seraient même appliqués dans la pratique); l'annulation de la loi attaquée les priverait de base légale de sorte qu'après leur approbation, ils pourraient faire l'objet d'une annulation par le Conseil d'Etat.

Concernant le premier moyen, la partie estime que par la loi attaquée, le législateur a voulu donner une base légale aux accords interprofessionnels mais qu'il n'a pas autorisé ceux-ci à déroger à l'article 544 du Code civil et à la législation sur les baux à ferme à défaut de disposition précise quant à cette modification.

Concernant le deuxième moyen, la partie estime que le législateur devait, dans les limites fixées par la C.E.E. répartir les droits de livraison mais qu'il n'était pas autorisé à établir des distinctions entre planteurs, contrairement à l'article 6 de la Constitution. Elle pose la question de savoir s'il est juste et raisonnable que les producteurs en place, parce qu'ils justifient de livraisons pendant les années de référence puissent monopoliser à leur seul profit les droits de livraison (en les exerçant ou en les monnayant) au détriment de tous les autres exploitants de terres susceptibles de produire des betteraves.

Concernant le troisième moyen, la requérante insiste sur la discrimination injustifiée qui avantage les anciens planteurs.

Concernant le préjudice difficilement réparable, la requérante se demande quel serait le débiteur solvable auquel elle devrait s'adresser pour obtenir la réparation du préjudice.

Quant à l'objet du recours en annulation

B.1. Il résulte de l'article 21 de la loi spéciale organique du 6 janvier 1989 qu'une demande de suspension ne peut être introduite que conjointement avec le recours en annulation ou après qu'un tel recours a déjà été introduit. La demande de suspension est dès lors subordonnée au recours en annulation. Il convient donc, dès le stade de la demande de suspension, d'opérer un premier examen permettant de déterminer avec précision quel est l'objet du recours en annulation.

B.2. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 215 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales qui insère un article 4bis dans la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Cet article dispose :

« § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles le Ministre de l'Agriculture agréé les organisations professionnelles représentatives des fabricants de sucre et des vendeurs de betteraves et approuve les accords interprofessionnels réglant les relations individuelles et collectives entre fabricants de sucre et vendeurs de betteraves et réglant les droits et obligations des parties contractantes.

Ces accords interprofessionnels peuvent notamment prévoir des règles en ce qui concerne les conditions d'achat, de livraison, de réception et paiement des betteraves, en ce qui concerne les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves, la gestion de ces droits et la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres et en ce qui concerne les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves afin de couvrir les frais des activités de ces organisations professionnelles ou afin d'assurer la défense des intérêts qu'elles représentent ou le financement d'une participation dans le capital d'entreprises du secteur concerné.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles le Ministre de l'Agriculture agréé des organisations professionnelles représentatives soit des fabricants de sucre, soit des vendeurs de betteraves, soit des fabricants de sucre et vendeurs de betteraves et approuve les règles communes fixées par ces organisations professionnelles représentatives.

Ces règles communes peuvent concerner la production et la mise sur le marché des betteraves et du sucre et la défense des intérêts représentés.

Ces règles communes ne peuvent être contrairement aux dispositions des accords interprofessionnels, visés au § 1er.

§ 3. Les organisations professionnelles représentatives agréées se soumettent au contrôle du Ministre de l'Agriculture ou de ses délégués en ce qui concerne leur comptabilité et en ce qui concerne l'application des accords interprofessionnels et règles communes approuvés.

Le contrôle peut être exercé par des fonctionnaires qui assistent comme observateurs à des réunions des organes de gestion.

Les accords interprofessionnels et les règles communes approuvés ont les effets juridiques de règlements et lient les catégories de personnes concernées. Ils sont publiés au *Moniteur belge* en annexe à l'arrêté ministériel d'approbation. »

B.3. En vertu de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, la requête doit indiquer l'objet du recours et contenir un exposé des faits et des moyens. La Cour d'arbitrage doit déterminer l'étendue du recours en annulation à partir du contenu de la requête.

Il apparaît en l'espèce que les griefs des requérants visent exclusivement le deuxième alinéa du § 1er de l'article 4bis. A l'audience, les parties ont indiqué plus précisément qu'elles contestaient trois éléments dans cette disposition : l'habilitation donnée aux organisations professionnelles de régler par des accords interprofessionnels a) les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves, b) la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres et c) les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves afin de couvrir les frais des activités de ces organisations professionnelles ou afin d'assurer la défense des intérêts qu'elles représentent ou le financement d'une participation dans le capital d'entreprises du secteur concerné.

B.4. La Cour considère que les moyens pris par les requérants concernent effectivement la répartition et la transmission des droits de livraison. Il n'apparaît par contre pas du contenu de la requête que les requérants contestent l'habilitation à régler les conditions dans lesquelles des retenues peuvent être effectuées par les fabricants de sucre sur les paiements des betteraves. Au stade de la demande de suspension, le recours ne semble donc pas recevable à cet égard.

En ce qui concerne l'habilitation à régler les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves

B.5. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

1^o des moyens sérieux doivent être invoqués;

2^o l'exécution immédiate de la loi attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Comme ces deux conditions sont cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas satisfaite entraîne le rejet de la demande de suspension.

Pour l'appréciation de la seconde condition, l'article 22 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 exige que la demande contienne un exposé des faits de nature à « établir que l'application immédiate de la norme attaquée risque de causer un préjudice grave difficilement réparable »; c'est dès lors une véritable démonstration d'un tel risque qui est exigée.

B.6. L'article 4 bis, § 1er, alinéa 2, attaqué dispose :

« Ces accords interprofessionnels peuvent notamment prévoir des règles (...) en ce qui concerne les conditions de la répartition de droits de livraison de betteraves. »

Cette disposition ne fixe pas directement les règles de répartition des droits de livraison de betteraves ni même certains principes de répartition.

Elle se limite à habiliter les organisations professionnelles concernées à régler la matière par les accords interprofessionnels.

Même en admettant que le document intitulé par les requérants « nouvel accord interprofessionnel », non encore approuvé par le Ministre, déposé au dossier, puisse servir de soutien à l'exposé des faits exigé par l'article 22 de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, celui-ci ne permet pas de conclure à l'existence d'un risque de préjudice grave difficilement réparable qui serait imputable à la loi.

En ce qui concerne l'habilitation à régler la transmission des droits de livraison de betteraves du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres.

B.7. L'article 4 bis, § 1er, alinéa 2, attaqué dispose :

« Ces accords interprofessionnels peuvent notamment prévoir des règles en ce qui concerne ... la transmission de ces droits du titulaire vers un tiers avec ou sans transmission de la jouissance de terres et avec ou sans accord écrit du titulaire des droits cédant la jouissance de terres. »

B.8. Les requérants estiment que l'application immédiate de la loi attaquée risque de leur causer un préjudice grave difficilement réparable.

Pour qu'une suspension puisse être décidée, il est requis notamment que la règle dont le requérant demande la suspension lui cause ou soit de nature à lui causer directement un préjudice grave si elle n'est pas suspendue. Le législateur subordonne la reconnaissance par la Cour d'un préjudice grave difficilement réparable à la présence, dans la requête, d'un exposé des faits concrets de nature à l'établir.

Les parties requérantes font valoir à l'appui de la demande en suspension le préjudice financier qui résulte pour elles du manque à gagner provenant de la différence de rentabilité entre la production rentable de betteraves, qu'elles ne peuvent réaliser à défaut de droit de livraison, et la production de colza qu'elles prennent en exemple. Ce préjudice qui se reproduit chaque année est, selon elles, impossible à réparer. A priori ce préjudice ne résulte pas de la transmission des droits de livraison mais de la répartition de ceux-ci. La Cour a estimé (supra B.6.) qu'un tel préjudice n'était pas imputable à la loi.

Les requérants ont cependant, dans leur mémoire et à l'audience, précisé leur préjudice de la manière suivante : la disposition attaquée permet la conclusion d'accords interprofessionnels qui, en cas de mouvements fonciers, neutraliseraient la redistribution des quotas devenus vacants à l'ensemble des planteurs par des accords impliquant l'accord de l'ancien exploitant. Il est exact que la disposition attaquée permet à l'accord interprofessionnel de subordonner la transmission du droit de livraison à l'accord de l'ancien exploitant titulaire de ce droit. Les parties ne précisent pas à partir de quand elles ont subi ce préjudice. La Cour doit vérifier si le préjudice prétendu résulte directement de l'application immédiate de la loi attaquée.

L'impossibilité pour les requérants de pratiquer avec rentabilité la production de la betterave durant les années antérieures à 1991 n'est pas imputable à la loi attaquée, publiée au *Moniteur belge* du 9 janvier 1991, mais à la répartition initiale des droits de livraison qu'il ne revient pas à la Cour d'arbitrage de juger.

Cette impossibilité de pratiquer avec rentabilité la production de la betterave pour la saison agricole de 1991 ne peut davantage être imputable à la loi attaquée puisqu'il n'y a pas eu d'application de celle-ci par accords interprofessionnels approuvés par arrêté ministériel réglant la matière.

Il apparaît cependant que la loi attaquée pourrait pour l'avenir et notamment pour la saison agricole 1992 causer un préjudice au requérant.

En effet, si un accord interprofessionnel pris sur base de la loi attaquée subordonnait la transmission des droits de livraison à l'accord de l'ancien exploitant, il risquerait effectivement d'empêcher toute redistribution des droits de livraison dont pourraient bénéficier les requérants en tant que nouveaux planteurs, leur occasionnant de ce fait la perte d'une chance d'obtenir un droit de livraison et donc un manque à gagner éventuel.

Ce manque à gagner ne serait pas nécessairement évité par la suspension de la loi puisque les requérants ne pourraient recevoir de droit de livraison qu'à la condition qu'il y ait des modifications entraînant une redistribution des droits de livraison et que cette redistribution leur soit favorable.

La Cour observe que les requérants ne fournissent aucun élément lui permettant d'apprécier dans quelle mesure une redistribution des droits de livraison pourrait intervenir et leur être, éventuellement, favorable.

En ne permettant pas à la Cour de vérifier le risque de manque à gagner qu'ils invoquent, les requérants ne satisfont pas aux exigences de l'article 22 de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Il résulte de ce qui précède, que le préjudice invoqué ne peut constituer le préjudice grave difficilement réparable résultant de l'application immédiate de la loi attaquée, exigé par la loi spéciale du 6 janvier 1989 pour que la Cour puisse décider la suspension de la disposition attaquée.

Par ces motifs,

La Cour

rejette la demande de suspension.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 24 octobre 1991.

Le greffier,
H. Van Der Zwalmen.

Le président,
I. Pétry.

ARBITRAGEHOF

N. 91 — 3705

Arrest nr. 29/91 van 24 oktober 1991

Rolnummer : 297

In zake : de vordering tot schorsing van de wet van 29 december 1990, ingesteld door de landbouwvennootschap Stassart-Himbe en Henri Hautier.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters I. Pétry en J. Delva, en de rechters J. Wathelet, F. Debaedts, K. Blanckaert, L. De Grève en M. Melchior, bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen, onder het voorzitterschap van voorzitter I. Pétry,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering

1. Bij verzoekschrift aan het Hof gezonden bij ter post aangetekende brief van 28 juni 1991 die op de griffie van het Hof op 1 juli 1991 is ontygen, vorderen de landbouwvennootschap Stassart-Himbe, met zetel te Ouffet, Néblon-le-Moulin, 3 en Henri Hautier, landbouwer, wonende te Baulers, rue de Plancenoit, 6, de schorsing van artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, die de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten wijzigt door een artikel 4bis in die wet in te voegen (*Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991).

Bij verzoekschrift, aan het Hof gezonden samen met het voormelde verzoekschrift, vorderen de voornoemde landbouwvennootschap Stassart-Himbe en Henri Hautier, alsmede andere verzoekers, de vernietiging van dezelfde bepaling.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 1 juli 1991 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Het bij artikel 74 van de organieke wet op het Hof voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1991 bekendgemaakt.

Bij beschikking van 16 juli 1991 heeft het Hof de terechtzitting voor de debatten over de vordering tot schorsing op 19 september 1991 vastgesteld.

Van die beschikking zijn de in artikel 76 van de organieke wet bedoelde overheden, de verzoekers en hun advocaten in kennis gesteld bij op 23 juli 1991 ter post aangetekende brieven, die op 24 en 25 juli 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Van die beschikking is ook kennis gegeven aan de tussenkommende partijen en hun advocaten bij op 13 september 1991 ter post aangetekende brieven, die op 16, 17 en 18 september 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De v.z.w. « Confederatie van de Belgische Bietplanters », afgekort « C.B.B. », met zetel te 1000 Brussel, Anspachlaan 111, heeft op 28 augustus 1991 een memorie neergelegd.

De Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België, met zetel te 1150 Brussel, Tervurenlaan 182, bus 4, heeft op 28 augustus 1991 een memorie neergelegd.

De Ministerraad heeft op 5 september 1991 een memorie neergelegd.

Jean Beauvois, Francine Viatour en de vennootschap Stassart-Himbe hebben op 16 september 1991 een memorie neergelegd.

Henri Hautier heeft op 16 september 1991 een memorie neergelegd.

Bij beschikking van 17 september 1991 heeft het Hof toegevoegd dat er reden was tot wraking van Rechter P. Martens en heeft Rechter M. Melchior aangewezen om hem als lid van de zetel te vervangen.

Op de openbare terechtzitting van 19 september 1991,

— zijn verschenen :

de landbouwvennootschap Stassart-Himbe, vertegenwoordigd door Mr. Y. Ranscelot en Mr. E. Grégoire, advocaten bij de balie te Luik;

Henri Hautier, vertegenwoordigd door Mr. G. Goisse, advocaat bij de balie te Namen;

de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door Mr. J.M. Van Der Meersch, advocaat bij de balie te Brussel;

de v.z.w. « Confederatie van de Belgische Bietplanters », vertegenwoordigd door Mr. J.-P. De Bandt en Mr. P. Peeters, advocaten bij de balie te Brussel;

de v.z.w. « Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België », vertegenwoordigd door Mr. N. Cahen loco Mr. L. Simont, advocaat bij het Hof van Cassatie;

— hebben de rechters-verslaggevers J. Wathelet en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de aangevochten bepaling.

Artikel 215 van de aangevochten wet voegt in de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten een artikel 4bis in waarvan paragraaf 1, tweede lid, betrekking heeft op de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven waarbij de individuele en collectieve betrekkingen tussen de suikerfabrikanten en de verkopers van bieten worden geregeld, alsmede de rechten en verplichtingen van de contracterende partijen.

« Deze overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen inzonderheid regels bevatten met betrekking tot de voorwaarden voor aankoop, levering, ontvangst en betaling van bieten, met betrekking tot de voorwaarden van de verdeling van leveringsrechten, het beheer van deze rechten en de overdracht van deze

rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat en met betrekking tot de voorwaarden waaronder de afhoudingen verricht kunnen worden door de suikerfabrikanten op de betaling van de bieten met het oog op het dekken van de kosten van de activiteiten van de beroepsorganisaties of met het oog op het verzekeren van de behartiging van de belangen die zij vertegenwoordigen of de financiering van een deelname in het kapitaal van ondernemingen van de betrokken sector ».

IV. In rechte.

A.1. In punt 2 van hun verzoekschrift doen de verzoekers blijken van hun belang om in rechte te treden, alsmede van het moeilijk te herstellen ernstig nadeel.

Zij voeren beide aan dat zij landbouwers zijn en gronden uitbaten waarop suikerbieten kunnen worden geteeld, maar dat hen geen bietenquotum werd toegekend, zodat zij geen bieten kunnen telen, wat voor hen een inkomstenderving betekent dat zij berekenen. Daaruit vloeit volgens hen een nadeel voort dat voor elk teeltseizoen onmogelijk kan worden hersteld.

In punt 3 van hun verzoekschrift tot schorsing voeren de verzoekers middelen aan die dezelfde zijn als in hun verzoekschrift tot vernietiging.

Het eerste middel is afgeleid uit de verbreking van de gelijkheid ten aanzien van de eigenaars-uitbaters door de wetgever, omdat hij een wet heeft goedgekeurd om de tenuitvoerlegging van de door de Raad van State vernietigde akte mogelijk te maken.

In de uiteenzetting van de feiten in punt 1 van hun verzoekschrift tot schorsing, leggen de verzoekers de evolutie van de regels uit die de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven inzake de levering van bieten bepalen. Zij leggen onder meer uit dat er een overeenkomst was, goedgekeurd bij ministerieel besluit, en dat die akten door de Raad van State in arrest nr. 35.194 van 12 juni 1990 zijn vernietigd, omdat de beroepsverenigingen die door een E.E.G.-verordening gemachtigd zijn om die overeenkomsten te sluiten, door die verordening slechts gemachtigd zijn regels vast te stellen voor het sluiten en het uitvoeren van contracten die de fabrikanten en de planters binden, en niet gemachtigd zijn om regels vast te stellen betreffende de contractuele relaties die andere personen binden.

De Raad van State is derhalve van oordeel dat de organisaties, door die overeenkomst te sluiten, de grenzen van de hen toegekende machtiging hebben overschreden. De Raad is ook de mening toegedaan dat de overeenkomst de rechten beperkt die door artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek en de wetgeving op de pachtcontracten aan de landbouweigenaars zijn toegekend en dat, om de reeds uiteengezette redenen, de auteurs van de overeenkomst door de verordening niet gemachtigd waren om van die bepalingen af te wijken.

De verzoekers zijn van oordeel dat de wetgevende macht door de bestreden bepaling de motivering van de Raad van State omzeilt en de principiële gelijkheid ten aanzien van de verzoekers verbreekt door een wet goed te keuren die de geldigheid van een door de Raad van State vernietigde akte mogelijk maakt.

Het tweede middel van de verzoekers is afgeleid uit de schending van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet doordat het nieuwe artikel 4bis een discriminatie in het leven roept onder de Belgen, landbouwwitbaters met gronden waarop bieten kunnen worden geteeld. De aangevochten wet heeft immers de mogelijkheid gehandhaafd dat de overlater aan de nieuwe planter al dan niet zijn akkoord kan geven voor de overdracht van de leveringsrechten. Zij zijn van oordeel dat de wet aldus een stelsel heeft mogelijk gemaakt waarin de quota niet objectief en gelijkmatig worden toegewezen aan alle planters, oude en nieuwe, naargelang van de bewerkte oppervlakte.

Tot besluit leiden verzoekers een derde middel af uit de schending van artikel 11 van de Grondwet en van artikel 1 van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 20 maart 1952, goedgekeurd door de wet van 13 mei 1955. Zij zijn van oordeel dat de aangevochten wet toestaat dat de eigenaars-uitbaters worden beroofd van een voorrecht van hun gronden en dat zij worden verhinderd bieten te telen tegen dezelfde prijs als de andere uitbaters.

Zij zijn van oordeel dat het om een vermomde beroving van aan de eigendom inherente rechten gaat en dat de wet de rechten van de toekomstige eigenaars-uitbaters niet in acht neemt.

A.2. In haar memorie van tussenkomenst verantwoordt de v.z.w. Algemene Maatschappij der Suikerfabrikanten van België in de eerste plaats de ontvankelijkheid van haar tussenkomenst door te doen gelden dat zij een representatieve beroepsorganisatie van de suikerfabrikanten is, erkend bij het ministerieel besluit van 15 september 1986 betreffende de erkenning van de producentengroeperingen en de verenigingen van producentengroeperingen in de sectoren van de suikerbiet en van de suiker. Zij is derhalve een van de beroepsorganisaties die gemachtigd zijn de overeenkomsten van het bedrijfsleven waarvan sprake in het verzoekschrift, te sluiten.

De tussenkomenst partij maakt opmerkingen over het belang van de verzoekers. Zij stelt vast dat de verzoekers die de schorsing vorderen landbouwwitbaters zijn aan wie geen leveringsrecht is toegekend omdat zij gedurende de referentiejaren geen suikerbieten hebben geleverd of geproduceerd. De tussenkomenst v.z.w. is dus van oordeel dat hun klacht niet voortvloeit uit de bestreden wet, waarvan de bepalingen volstrekt identiek zijn met artikel 13, § 3, van de E.E.G.-verordening nr. 206/68 die, mocht de wetsbepaling worden vernietigd, de wettelijke grondslag zou kunnen vormen voor een overeenkomst die de verdeling van de leveringsrechten regelt.

Daarnaast doet de tussenkomenst partij gelden dat die verzoekers in ieder geval geen enkel wettelijk belang hebben om de vernietiging te vragen van de wetsbepaling die overigens in overeenstemming is met het gemeenschapsrecht, vermits zij geen suikerbietproducenten zijn en gedurende verschillende jaren niet geweest zijn.

Zij voert ook aan dat de klacht van de verzoekers niet voortvloeit uit de aangevochten wet maar uit de overeenkomst van het bedrijfsleven van 23 december 1985, die is goedgekeurd bij ministerieel besluit, en dat het Hof niet bevestigd is om de toepassing van een gemeenschapsbepaling of een wetsbepaling te onderzoeken. De tussenkomenst partij besluit dat de verzoekers geen belang hebben om de vernietiging te vragen en dat zij a fortiori geen belang hebben om de schorsing te vorderen. Aangezien de wet beperkt blijft tot het toestaan van overeenkomsten van het bedrijfsleven, aldus nog de tussenkomenst partij, is het niet de onmiddellijke toepassing van de wet die de verzoekers nadeel berokkent maar de overeenkomst die krachtens die wet zou worden gesloten en hebben de verzoekers dus geen wettelijke grondslag om de schorsing van de wet te vorderen. De tussenkomenst partij is ook van oordeel dat de door de verzoekers aangehaalde cijfers uit de lucht gegrepen zijn; ten aanzien van de vierde verzoeker, voert zij aan dat hij, volgens de informatie waarover zij beschikt, de gronden waarvan hij beweert eigenaar te zijn, in december 1989 aan zijn broer zou hebben verkocht en zij is van oordeel dat hij zou moeten doen blijken van de hoedanigheid waarin hij beweert in rechte te treden; uit het dossier kan men trouwens opmaken dat de verzoekende partij een overeenkomst tussen de Heer Henri Hauthier en de Heer Etienne Hauthier heeft bijgevoegd die dateert van 4 december 1989 en die ongetwijfeld moet staven wat zij hier aanvoert.

De tussenkomenst partij onderzoekt vervolgens de middelen.

Zij is van oordeel dat het eerste middel niet ontvankelijk is bij gebrek aan toelichting omdat het niet uiteenzet hoe er een schending zou zijn van de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet. Zij meent dat het middel bovendien niet gegrond is en berust op een onjuiste interpretatie van het arrest van de Raad van State die stelt dat de aan hem voorgelegde bepalingen de beroepsorganisaties niet machtigen om de overdracht van het leveringsrecht te regelen, zoals zij dat hebben gedaan. De aangevochten wet had niet tot doel een door de Raad van State vernietigde akte geldig te verklaren maar heeft het ontbreken van een machtiging, wat door de Raad van State was vastgesteld, verdoezeld. De partij besluit dat het middel, in zover het de bestreden wet verwijt het vernietigingsarrest te hebben omzeild, feitelijke grondslag mist. Voor het overige voert de partij aan dat er in de doelstelling van de wetgever geen enkele grond van discriminatie kan worden gevonden. Zij vergelijkt die situatie met die van zaak 244, die door de verzoekers is aangevoerd, en besluit dat het om verschillende gevallen gaat en dat de aangevochten wet, die er zich toe beperkt een machtiging toe te kennen, de verzoekers geen rechtszekerheid ontnaemt aangezien de verordeningbepalingen die krachtens die machtiging zouden worden genomen, aan de Raad van State kunnen worden voorgelegd. Zij besluit dat het middel dus ook in rechte faalt.

Ten aanzien van het tweede middel is de partij in de eerste plaats van oordeel dat, aangezien het leveringsrecht een contractueel recht is, het middel moet worden verworpen omdat de artikelen 6 en 6bis niet van toepassing zijn op zulk een recht.

De tussenkomende partij is overigens van oordeel dat het middel, in zover het de wet verwijt een discriminatie in het leven te roepen tussen hen die een contract hebben en degenen die geen contract hebben, moet worden verworpen omdat het niet de aangevochten wet is die het toekennen en het verdelen van de leveringscontracten regelt, maar wel de overeenkomsten van het bedrijfsleven. Tot slot doet zij opmerken dat over de leveringsrechten is onderhandeld zodat alle betrokken partijen, alle verkopers van bieten, tot wie de verzoekers niet behoorden, identieke rechten genieten en dat de verzoekers vanzelfsprekend geen discriminatie kunnen vinden in het feit dat degenen die, zoals zij, geen verkopers van bietenwaren en zijn, dat recht niet hebben gekregen. « De suikerproductie en bijgevolg de bietproductie zijn door de gemeenschapsreglementering beperkt met de bedoeling die sector rendabel te houden; de beperking, voor de toekomst, van het voordeel dat uit het toekennen van een leveringsrecht voortvloeit, wordt dus door het nagestreefde doel verantwoord en is evenredig met dat doel ». De tussenkomende partij is van oordeel dat de verzoekers geen discriminatie aanvoeren ten opzichte van hen die zich in dezelfde situatie van uitbater zonder leveringsrecht bevinden.

Ten aanzien van het derde middel, is de verzoekende partij de mening toegedaan dat het niet ontvankelijk is bij gebrek aan belang om de reeds aangehaalde redenen dat het toekennen en het verdelen van de leveringsrechten niet door de aangevochten wet maar door de gemeenschapsreglementering worden geregeld. De tussenkomende partij voert voorts aan dat het middel berust op een onjuiste analyse van het leveringsrecht dat geenszins een aan de grond inherent recht is maar het resultaat van het quota-stelsel voorgeschreven door het gemeenschapsrecht. « Het leveringsrecht is niet inherent aan het eigendomsrecht en het regelen ervan maakt geen inbreuk op dat fundamenteel recht ». De tussenkomende partij voert nog aan dat het middel, aangezien het berust op een schending van artikel 11 van de Grondwet en van artikel 1 van het Aanvullend Protocol, in rechte faalt omdat de inbreuk redelijkerwijze evenredig is met het doel van algemeen belang dat door de gemeenschapsreglementering wordt nagestreefd.

De partij besluit met enkele beschouwingen over de vordering tot schorsing die volgens haar moet worden verworpen, in de eerste plaats bij gebrek aan belang, zoals reeds is gezegd, maar ook omdat de verzoekers niet aantonen dat de onmiddellijke toepassing van de bestreden norm hen een nadeel kan berokkenen en ook omdat de middelen, waarvan zij heeft aangetoond dat zij niet gegrond zijn, a fortiori niet als ernstig kunnen worden beschouwd. Tot slot is de tussenkomende partij van oordeel dat het aangevoerde nadeel niet op een ernstige manier wordt verantwoord, dat de aangehaalde cijfers niet berusten op een schatting die het overwegen waard is en dat bovendien zulk een nadeel niet als herstelbaar kan worden beschouwd omdat het gaat om een inkomstenderving.

A.3. In haar memorie van tussenkomst doet de v.z.w. Confederatie van de Belgische Bietplanters eerst van haar belang om in het geding tussen te komen blijken door het feit dat zij bij ministerieel besluit erkend is in de sector van de suikerbiet als vereniging van producentengroeperingen en als organisatie van suikerbietverkopers en dat zij als dusdanig partij kan zijn bij de overeenkomsten van het bedrijfsleven bedoeld in de E.E.G.-verordening of in de aangevochten bepaling.

Zij betwist vervolgens de ontvankelijkheid van het verzoekschrift tot vernietiging en van de vordering tot schorsing; zij is van oordeel dat de verzoekers niet van een belang doen blijken om voor het Arbitragehof in rechte te treden. Zij is van mening dat die verzoekers niet aantonen dat de aangevochten norm hen rechtstreeks en ongunstig in hun situatie raakt: in werkelijkheid is het niet de aangevochten bepaling die de verzoekers raakt maar eventueel de overeenkomsten van het bedrijfsleven die op die wettelijke basis zouden worden gemaakt en verplicht gesteld.

De tussenkomende partij onderzoekt tot slot de vordering tot schorsing.

In het verlengde van wat zij over het belang heeft gezegd, is zij van mening dat de partijen a fortiori niet aantonen op welke manier de onmiddellijke toepassing van de bestreden onwettige norm hen rechtstreeks een ernstig of onherstelbaar nadeel zou kunnen berokkenen. Derhalve zou een van beide voorwaarden voor de schorsing niet zijn vervuld.

Ten aanzien van het eerste middel, dat zij als niet-gegrond verworpt, meent de tussenkomende partij dat de aangevochten bepaling de bedoeling van de wetgever weergeeft om een wettelijke basis tot stand te brengen voor de overeenkomsten van het bedrijfsleven en dat zij geenszins beoogt met terugwerking de nietigheid van de overeenkomst en het ministerieel besluit dat ze goedkeurt, op te heffen.

Ten aanzien van het tweede middel dat de tussenkomende partij eveneens verworpt omdat het niet gegrond is, voert zij aan dat de wetsbepaling uitsluitend beoogt een wettelijke basis te bieden voor het sluiten van overeenkomsten van het bedrijfsleven en zelf geen enkele bepaling bevat betreffende het toekennen van leveringsrechten voor bieten. « Men ziet niet goed in hoe de aangevochten bepaling in die omstandigheden de gelijkheid tussen de landbouwuitbaters met gronden waarop suikerbieten kunnen worden geteeld, zou hebben kunnen verbreken ».

Ten aanzien van het derde middel is de tussenkomende partij allereerst van oordeel dat het niet ontvankelijk is in zoverre het steunt op de rechtstreekse schending van artikel 11 van de Grondwet en artikel 1 van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, die niet onder de bevoegdheid van het Arbitragehof vallen, gelet op artikel 107ter van de Grondwet en artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Vervolgens is zij subsidiair van mening dat de bestreden wetsbepaling op zich geen enkele regel bevat die de eigenaars-uitbaters van een recht op hun gronden berooft en hen verhindert bieten te produceren tegen dezelfde prijs als de andere uitbaters, zodat ze de gelijkheid onder de burgers niet schendt.

In de derde plaats voert de tussenkomende partij aan dat het begrip « leveringsrecht » als attribuut van de eigendom instrijd is met de gemeenschapsreglementering en zij citeert een arrest van het Hof van Justitie van de Gemeenschappen.

A.4. In zijn memorie legt de Ministerraad eerst het stelsel van de contingentering van de bietproductie uit en wijst op een aantal onjuistheden in de uiteenzetting van de verzoekers.

Vervolgens onderzoekt de Ministerraad het belang van de verzoekers. Hij voert aan dat de aangevochten norm de verzoekers geenszins belet een leveringsrecht voor bieten te krijgen, dat het gaat om een machtigingswet en dat het dus geenszins zeker is dat de bestreden norm rechtstreeks en automatisch de verzoekers nadeel zal berokkenen, terwijl bovendien de overeenkomst van het bedrijfsleven door de bevoegde minister nog niet is goedgekeurd. De Ministerraad is overigens van mening dat de landbouwenootschap Stassart-Himbe die in 1981 en 1982, de referentiejaren, geen suikerbieten heeft geproduceerd en die geen quotum heeft kunnen krijgen toen zij dat in 1983 heeft gevraagd omdat die regeling op dat ogenblik nog niet bestond, niet doet blijken van een belang om het beroep tot vernietiging in te dienen, vermits de vernietiging van de aangevochten wet haar toestand geenszins zou wijzigen. De Ministerraad is ook van mening dat de aangehaalde cijfers niet ernstig lijken. Hij meent dat ten aanzien van de verzoeker Hauthier dezelfde redenering kan worden gevolgd en dat er moet worden aan toegevoegd dat die verzoeker met volle kennis van zaken in 1984 een boerderij heeft gekocht die sedert vele jaren en onder meer tijdens de referentiejaren geen bieten had geproduceerd.

Vervolgens onderzoekt de Ministerraad de middelen.

Ten aanzien van het eerste middel zet de Ministerraad de motieven uiteen waarom de Raad van State zijn vernietigingsarrest heeft gewezen, motieven gebaseerd op de ontstentenis van een machtiging, en stelt dat de Raad van State zelf van oordeel is dat de overheid die bevoegd is om de zaak te regelen, een wijze van overdracht van leveringsrechten kon voorschrijven, voortspruitend uit de aard die zij er wilde aan toekennen. De Ministerraad doet gelden dat de aangevochten bepaling juist tot doel heeft de wettelijke basis te leveren die ontbrak aan de akten die door de Raad van State zijn vernietigd. De Ministerraad meent dus dat de wetgevende macht de motivering van de Raad van State niet heeft omzeild.

In het tweede middel ziet de Ministerraad twee onderdelen. Volgens het eerste onderdeel zou er, wat de bienteelt betreft, discriminatie zijn in geval van grondoverdracht. De Ministerraad is van mening dat de wetgever, door toe te staan dat in de overeenkomsten van het bedrijfsleven de overdracht van leveringsrechten naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat, wordt geregeld, geen criteria heeft vastgesteld die niet objectief, verantwoord en redelijk zouden zijn. Hij is van mening dat het door de wetgever aangevonden middel normaal is en noodzakelijk voor het nagestreefde doel, met name het sluiten van overeenkomsten van het bedrijfsleven voorgeschreven door de E.E.G.-reglementering om de bietproductie te beperken, en dat het middel geenszins onredelijk is en niet verhindert dat al degenen die zich in dezelfde, gemakkelijk te identificeren specifieke situatie bevinden, op dezelfde manier worden behandeld.

Volgens het tweede onderdeel zou er discriminatie zijn omdat er geen nieuwe uitbatingen voor bietproductie mogen komen. Volgens de Ministerraad ligt het antwoord voor dit onderdeel voor de hand: « de stijging van de bietproductie in België wordt niet afgeremd door het bestreden artikel 215 maar door de E.E.G.-reglementering ».

Ten aanzien van het derde middel is de Ministerraad van oordeel dat de door de bestreden norm toegestane overeenkomsten van het bedrijfsleven niet leiden tot eigendomsberoving maar tot een beperking, in het algemeen belang, van het geldelijk voordeel dat kan worden gehaald uit het genot van een goed in geval van bietproductie. Nu kan, volgens de Ministerraad, een beperking van het genot van een goed door de wet worden opgelegd aan sommige eigenaars behorende tot een gemakkelijk en objectief te identificeren categorie, voor zover er geen onevenredigheid is met het nagestreefde doel, met name in dit geval het behoud van een redelijk beroepsinkomen voor de gevestigde bietplanters. De Ministerraad is van oordeel dat dezelfde regeling geldt voor artikel 11 van de Grondwet en artikel 1 van het Aanvullend Protocol bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. De Ministerraad besluit dat de drie aangevoerde middelen niet ernstig lijken.

Tot slot gaat de Ministerraad in op het ernstig nadeel. Hij is de mening toegedaan dat de verzoekende partijen geen enkel concreet feit aanvoeren dat het bij de wet vereiste nadeel kan verantwoorden. Hij meent ook dat het aangevoerde nadeel louter financieel is en dat een geldelijk nadeel niet als moeilijk te herstellen kan worden beschouwd, te meer wanneer de eventuele schuldenaar kredietwaardig is. Tot besluit is hij van mening dat aangezien de verzoekende partijen gedurende lange tijd geen bieten hebben geproduceerd, zij redelijkerwijze niet kunnen aanvoeren dat hun onderneming in moeilijkheden zou kunnen worden gebracht door de onmiddellijke toepassing van de bestreden norm.

A.5. In zijn memorie van antwoord betwist verzoeker Hautier de stelling van de Ministerraad wat het gebrek aan belang betreft en meent dat de aangevochten wet de verzoekende partijen rechtstreeks benadeelt aangezien zij regels toelaat die de overdracht van leveringsrechten afhankelijk stellen van het schriftelijk akkoord van de titularis van het recht. Overigens betoogt verzoeker Hautier, aan wie vanaf 1984 een quotum is geweigerd, dat hij met de aangevochten wet de kans verliest om een quotum te verwerven door toepassing van de algemene regel van spreiding van de leveringsrechten door het feit van de grondoverdracht, vermits de aangevochten wet een afwijking mogelijk maakt op de algemene regel die de vroegere planter, die akkoord moet gaan, bevoordeelt.

Ten aanzien van het eerste middel is verzoeker Hautier van mening dat de aangevochten wet, die het bietenquotum verbindt met de persoon van de planter, de stelling van de Raad van State tegensprekt die dat quotum zou beschouwen als een onlichamelijk onroerend goed, ook al heeft het een persoonlijk karakter.

Ten aanzien van het tweede middel oordeelt de partij dat de tussenkomst van de wetgever onevenredig is met het nagestreefde doel, met name de beperking van de bietproductie, doordat de genomen maatregel een overdreven en onverantwoorde beperking inhoudt van het fundamenteel recht op eigendom.

Ten aanzien van het derde middel is de partij van mening dat de bij de wet toegelaten overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen leiden tot een onteigening « aangezien niet kan worden ontkend dat de onderhandeling over de leveringsrechten door de planter, die eigenaar van zijn quotum is geworden, plaatsvindt met een rechtstreeks en onmiddellijk nadeel voor de rechten en belangen van ieder die belang heeft bij de overname van landbouwgronden, of dat nu een eigenaar is die wil opzeggen wegens persoonlijke uitbating, of een «nemer die een landbouwuitbating overneemt ».

A.6. Het Hof heeft van de verzoekers Beauvois en Viatour, alsmede van verzoeker Stassart, een memorie van antwoord ontvangen. Die memorie is enkel voor laatstgenoemde ontvankelijk aangezien de twee andere verzoekers niet de schorsing vorderen en dus geen partij in de schorsingsprocedure zijn.

Ten aanzien van het belang om in rechte te treden, doet verzoeker Stassart-Himbe gelden dat de nieuwe overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven reeds zijn gesloten (en zelfs in de praktijk zouden worden toegepast); door de vernietiging van de aangevochten wet zouden ze hun wettelijke basis verliezen, zodat ze, na hun goedkeuring, door de Raad van State zouden kunnen worden vernietigd.

Ten aanzien van het eerste middel is de partij van oordeel dat de wetgever, met de aangevochten wet, aan de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven een wettelijke basis heeft willen geven, maar dat hij die overeenkomsten niet heeft toegestaan af te wijken van artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek en van de wetgeving op de pachtcontracten bij gebrek aan een duidelijke bepaling wat die wijziging betreft.

Ten aanzien van het tweede middel is de partij van oordeel dat de wetgever, binnen de door de E.E.G. vastgestelde grenzen, de leveringsrechten moest verdelen maar dat hijdaarbij onder de planters geen onderscheid mocht maken, in strijd met artikel 6 van de Grondwet. Zij stelt de vraag of het rechtvaardig en redelijk is dat de gevestigde bietplanters, omdat zij tijdens de referentie jaren bieten hebben geleverd, de leveringsrechten louter in hun voordeel kunnen monopoliseren (door ze uit te oefenen of erbij te bemiddelen) ten nadele van alle andere uitbaters van gronden waarop bieten kunnen worden geteeld.

Ten aanzien van het derde middel legt de verzoeker de nadruk op de onverantwoorde discriminatie die de gevestigde planters bevoordeelt.

Ten aanzien van het moeilijk te herstellen nadeel vraagt de verzoeker zich af tot welke kredietwaardige schuldenaar hij zich zou moeten wenden om het herstel van het nadeel te verkrijgen.

Ten aanzien van het onderwerp van het beroep tot vernietiging

B.1. Uit artikel 21 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 volgt dat een vordering tot schorsing enkel samen met een beroep tot vernietiging kan worden ingediend of nadat zulk een beroep reeds is ingesteld. De vordering tot schorsing is derhalve ondergeschikt aan het beroep tot vernietiging. Reeds bij het onderzoek van de vordering tot schorsing dient het onderwerp van het beroep tot vernietiging dus nauwkeurig te worden bepaald.

B.2. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 215 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, dat een artikel 4 bis invoegt in de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in de landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Dat artikel bepaalt :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van deze wet, kan de Koning de voorwaarden bepalen waaronder de Minister van Landbouw de representatieve beroepsorganisaties van suikerfabrikanten en van de verkopers van bieten erkent en de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven goedkeurt waarbij de individuele en collectieve betrekkingen tussen suikerfabrikanten en de verkopers van bieten worden geregeld, alsmede de rechten en verplichtingen van de contracterende partijen.

Deze overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen inzonderheid regels bevatten met betrekking tot de voorwaarden voor aankoop, levering, ontvangst en betaling van bieten, met betrekking tot de voorwaarden van de verdeling van leveringsrechten, het beheer van deze rechten en de overdracht van deze rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat en met betrekking tot de voorwaarden waaronder de afhoudingen verricht kunnen worden door de suikerfabrikanten op de betaling van de bieten met het oog op het dekken van de kosten van de activiteiten van de beroepsorganisaties of met het oog op het verzekeren van de behartiging van de belangen die zij vertegenwoordigen of de financiering van een deelname in het kapitaal van ondernemingen van de betrokken sector.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 van deze wet, kan de Koning de voorwaarden bepalen waaronder de Minister van Landbouw representatieve beroepsorganisaties erkent, hetzij van de suikerfabrikanten, hetzij van de bietenverkopers, hetzij van de suikerfabrikanten en bietenverkopers en de gemeenschappelijke regels, vastgesteld door deze representatieve beroepsorganisaties, goedkeurt.

Die gemeenschappelijke regels kunnen betrekking hebben op de productie en het op de markt brengen van de bieten en van de suiker, alsmede op de behartiging van de vertegenwoordigde belangen.

Die gemeenschappelijke regels mogen niet strijdig zijn met de bepalingen van de overeenkomsten van het bedrijfsleven, bedoeld in § 1.

§ 3. De erkende representatieve beroepsorganisaties onderwerpen zich aan het toezicht van de Minister van Landbouw of van zijn afgevaardigden met betrekking tot hun boekhouding en met betrekking tot de toepassing van de goedgekeurde overeenkomsten van het bedrijfsleven en gemeenschappelijke regelen.

Het toezicht kan uitgeoefend worden door ambtenaren die als waarnemer aan vergaderingen van de beheersorganen deelnemen.

De goedgekeurde overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven en gemeenschappelijke regels hebben de rechtsgevolgen van verordeningen en binden de categorieën van betrokken personen. Zij worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* als bijlage bij het ministerieel besluit tot goedkeuring ».

B.3. Krachtens artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, moet het verzoekschrift het onderwerp van het beroep vermelden en een uiteenzetting van de feiten en middelen bevatten. Het Arbitragehof moet de omvang van het beroep tot vernietiging bepalen op basis van de inhoud van het verzoekschrift.

Ten deze blijkt dat de grieven van de verzoekers uitsluitend betrekking hebben op het tweede lid van paragraaf 1 van artikel 4 bis. Tijdens de terechtzitting hebben de partijen verduidelijkt dat zij drie elementen in die bepaling betwisten : de aan de beroepsorganisaties gegeven machtiging om via overeenkomsten van het betrekken bedrijfsleven de voorwaarden te regelen voor a) de verdeling van de leveringsrechten voor bieten, b) de overdracht van deze rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat en c) de voorwaarden waarin de suikerfabrikanten afhoudingen op de betalingen van bieten kunnen doen met het oog op het dekken van de kosten van de activiteiten van de beroepsorganisaties of met het oog op het verzekeren van de behartiging van de belangen die zij vertegenwoordigen of de financiering van een deelname in het kapitaal van ondernemingen van de betrokken sector.

B.4. Het Hof is van mening dat de door de verzoekers aangevoerde middelen werkelijk betrekking hebben op de verdeling en de overdracht van de leveringsrechten. Daarentegen blijkt uit de inhoud van het verzoekschrift niet dat de verzoekers de machtiging betwisten om de voorwaarden te regelen waarin de suikerfabrikanten afhoudingen op de betalingen van de bieten kunnen doen. In het stadium van de vordering tot schorsing blijkt het beroep in dat opzicht dus niet ontvankelijk.

Ten aanzien van de machtiging om de voorwaarden voor de verdeling van de leveringsrechten van bieten te regelen.

B.5. Naar luid van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

1^o de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;

2^o de onmiddellijke uitvoering van de bestreden wet moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld tot verwerping van de vordering tot schorsing.

Ter beoordeling van de tweede voorwaarde bepaalt artikel 22 van dezelfde wet bovendien : « De vordering bevat een uiteenzetting van de feiten waaruit moet blijken dat de onmiddellijke toepassing van de bestreden norm een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen »; er wordt dus vereist dat zulk een nadeel werkelijk wordt aangetoond.

B.6. Het aangevochten artikel 4bis, § 1, tweede lid, bepaalt :

« Deze overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen inzonderheid regels bevatten met betrekking tot de voorwaarden voor (...) de verdeling van de leveringsrechten voor bieten ».

Die bepaling regelt niet rechtstreeks de verdeling van de leveringsrechten en legt zelfs niet de beginselen voor de verdeling vast.

Zij blijft beperkt tot het machtigen van de betrokken beroepsorganisaties om de aangelegenheid te regelen via de overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven.

Zelfs mocht men ervan uitgaan dat het door de verzoekers neergelegde document « overeenkomst van het betrokken bedrijfsleven » nog niet goedgekeurd door de Minister, tot staving van de bij artikel 22 van de bijzondere wet op het Arbitragehof vereiste uiteenzetting van de feiten zou kunnen dienen, dan nog kan op basis daarvan niet worden besloten dat er een aan de wet toe te schrijven moeilijk te herstellen ernstig nadeel zou zijn.

Inzake de machtiging om de overdracht van leveringsrechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat, te regelen

B.7. Het aangevochten artikel 4bis, § 1, tweede lid, bepaalt :

« Deze overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven kunnen inzonderheid regels bevatten met betrekking tot ... de overdracht van deze rechten van de titularis naar een derde met of zonder overdracht van het genot van gronden en met of zonder het schriftelijk akkoord van de titularis van de rechten die het genot van gronden overlaat ».

B.8. De verzoekers zijn van oordeel dat de onmiddellijke toepassing van de bestreden wet hen een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kan berokkenen.

Om tot schorsing te kunnen besluiten is meer bepaald vereist dat de regel waarvan een verzoeker de schorsing vraagt, hem rechtstreeks een ernstig nadeel berokkent of kan berokkenen indien die regel niet wordt geschorst. De wet bepaalt dat een moeilijk te herstellen ernstig nadeel door het Hof als zodanig slechts kan worden erkend wanneer het verzoekschrift een uiteenzetting bevat van concrete feiten van die aard dat een dergelijk nadeel eruit kan blijken.

Tot staving van de vordering tot schorsing voeren de verzoekers het financieel nadeel aan dat voor hen voortvloeit uit de inkomstenderving die het gevolg is van het verschil in rendabiliteit tussen de renderende bietproductie, die voor hen onmogelijk is omdat zij geen leveringsrechten hebben, en de productie van koolzaad die zij als voorbeeld nemen. Dat nadeel, dat zich volgens hen elk jaar voordoet, kan niet worden hersteld. A priori vloeit dat nadeel niet voort uit de overdracht van leveringsrechten, maar uit de verdeling ervan. Het Hof is van oordeel (supra B.6.) dat zulk een nadeel niet aan de wet kan worden toegeschreven.

In hun memorie en tijdens de terechtzitting hebben de verzoekers hun nadeel nochtans als volgt toegelicht : de aangevochten bepaling maakt het sluiten van overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven mogelijk die, in geval van grondoverdracht, de herverdeling van de vrijgekomen quota onder alle planters zouden neutraliseren door overeenkomsten waarbij de vroegere uitbater partij is. Het is juist dat de overeenkomsten, op basis van de aangevochten bepaling, de overdracht van het leveringsrecht afhankelijk kunnen stellen van het akkoord van de vroegere uitbater die houder is van dat recht. De partijen zeggen niet vanaf wanneer zij dat nadeel hebben geleden. Het Hof dient na te gaan of het aangevoerde nadeel rechtstreeks uit de onmiddellijke toepassing van de aangevochten wet voortvloeit.

Het feit dat de verzoekers tijdens de jaren vóór 1991 niet op een renderende manier bieten hebben kunnen telen, is niet te wijten aan de aangevochten wet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 januari 1991, maar aan de oorspronkelijke verdeling van de leveringsrechten, waarover het Arbitragehof niet kan oordelen.

Die onmogelijkheid om tijdens het seizoen 1991, op een renderende manier suikerbieten te telen, kan evenmin aan de aangevochten wet worden toegeschreven, vermits er geen overeenkomsten van het betrokken bedrijfsleven zijn geweest die zijn goedgekeurd bij ministerieel besluit dat de aangelegenheid regelt.

Niettemin blijkt dat de aangevochten wet in de toekomst en met name voor het seizoen 1992 de verzoeker een nadeel zou kunnen berokkenen.

Inderdaad, mocht een overeenkomst op grond van de aangevochten wet de overdracht van leveringsrechten laten afhangen van de instemming van de vroegere uitbater, dan zou ze elke herverdeling van leveringsrechten die aan de verzoekers als nieuwe planters ten goede zou kunnen komen, kunnen verhinderen zodat die de kans om een leveringsrecht te verwerven, kunnen verliezen en dus eventueel inkomsten kunnen derven.

Die inkomstenderving zou door de schorsing van de wet niet noodzakelijkerwijze worden vermeden vermits de verzoekers slechts leveringsrechten zouden kunnen krijgen in geval van wijzigingen die leiden tot een herverdeling van de leveringsrechten en die herverdeling voor hen gunstig zou zijn.

Het Hof stelt vast dat de verzoekers geen enkel element aanbrenghen aan de hand waarvan kan worden nagegaan in welke mate een herverdeling van de leveringsrechten zou kunnen tot stand komen die voor hen eventueel gunstig zou kunnen uitvallen.

Aangezien de verzoekers het Hof niet de mogelijkheid bieden te oordelen over het risico van inkomstenderving dat zij aanvoeren, voldoen zij niet aan de vereisten van artikel 22 van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Uit wat voorafgaat volgt dat het aangevoerde nadeel niet het uit de onmiddellijke toepassing van de aangevochten wet voortvloeiende ernstig, moeilijk te herstellen nadeel kan zijn dat bij de bijzondere wet van 6 januari 1989 is vereist opdat het Hof de schorsing van de aangevochten bepaling zou kunnen uitspreken.

Om die redenen,

Het Hof

verwerpt de vordering tot schorsing.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 24 oktober 1991.

Do griffier,

H. Van Der Zwalmen.

De voorzitter,

I. Pétry.